

qu'une guerre entre ces deux Etats aux idéologies contradictoires est une éventualité qu'on ne saurait éliminer et qu'en pareil cas son territoire serait tout naturellement destiné à leur servir de champ de bataille, ce qu'elle ne veut à aucun prix.

Le but essentiel de la Pologne est donc de vivre en paix, en se préservant de l'invasion étrangère, qu'elle soit agressive ou qu'elle invoque seulement un droit ou une nécessité de passage. Pour cela, elle a besoin d'être forte. Mais l'expérience de l'histoire lui a appris à compter surtout sur elle-même, c'est-à-dire sur son armée. Aucun sacrifice pour sa défense nationale ne lui paraît excessif. Elle lui consacre 40 % de son budget : environ 5 milliards de nos francs sur 13 milliards de dépenses annuelles totales. C'est aussi pourquoi, en Pologne, l'armée est la pensée suprême.

Tout converge vers elle, aucune discorde intérieure ne doit l'affaiblir. Cette armée, d'ailleurs, n'est nullement prétorienne : elle est nationale. Elle ne répond pas à des visées impérialistes. S'il lui est advenu d'intervenir dans la politique, c'est parce que la politique, à ce moment-là, était en passe de détendre le ressort de la nation. Et si le maréchal Smigly-Rydz, comme Pilsudski, exerce sur la politique son contrôle, c'est pour être certain qu'elle ne compromettra jamais le potentiel défensif du pays.



M. Joseph Beck,
ministre des Affaires
étrangères.

Au lendemain de la grande guerre, il fallut parer au plus pressé. Les traités de paix avaient créé le corridor de Dantzig, insupportable à l'Allemagne, laissé dans l'indécision la frontière de la Haute-Silésie, qu'un plébiscite ultérieur devait fixer. L'alliance militaire et politique de la France s'offrait : la Pologne l'accepta avec empressement. Elle ne l'a jamais reniée. Elle entend toujours s'y montrer fidèle, dans les termes mêmes où elle fut conçue en 1920 et 1921. Lorsque, le 7 mars 1936, le Reich dénonça le traité de Locarno et réoccupa militairement la rive gauche du Rhin, un conseil se tint au château royal entre le président de la République, le maréchal Smigly-Rydz et M. Joseph Beck. A son issue, M. Beck informait notre ambassadeur que, si la France mobilisait, la Pologne en ferait autant.

Un autre souci grave venait de la Russie soviétique, dont les troupes, en 1920, avaient failli prendre Varsovie. La Roumanie, à qui la possession de la Bessarabie n'avait jamais été reconnue par Moscou, avait des raisons analogues d'inquiétude. Une convention militaire défensive contre les Soviets fut signée en 1921 entre la Pologne et la Roumanie. Ces deux alliances — la française et la roumaine — sont les seules qui lient la Pologne.

Cependant, les événements suivaient leur cours. La France de Briand et l'Allemagne de Stresemann cherchaient à se rapprocher et à établir définitivement leurs relations pacifiques. Locarno était en vue. Mais l'Allemagne répugnait à consacrer le statu quo de ses frontières orientales. Un pacte de la Vistule ne put compléter le pacte rhénan. Les accords de 1925 stipulaient seulement, de ce côté-là, que l'Allemagne ne recourra pas à la guerre pour le règlement de ses différends. En ce qui concerne



M. Moscicki,
président de la République.

la France et la Pologne, un nouveau texte réaffirmerait leur alliance de 1921, mais en la rattachant à l'article 16 du covenant sur l'assistance mutuelle. On peut dire sans crainte de se tromper que la Pologne est moins sensible à cette forme d'obligation, inspirée de la mystique genevoise, qu'au réalisme de l'ancienne alliance. Locarno, à ses yeux, n'a rien ajouté à l'acte de 1921. Celui-là seul importe et conserve sa valeur impérative, alors que l'article 16 du covenant peut disparaître un jour.

La Pologne n'en persévérerait pas moins dans son dessein d'affermir ses rapports de bon voisinage à l'est comme à l'ouest. C'était l'époque où la Russie soviétique, qu'une nouvelle politique incitait à acquiescer la confiance de l'Europe, proposait à qui voulait des pactes de non-agression. La Pologne, imitant l'exemple des Etats baltes, signait avec elle le traité du 25 juillet 1932, précisé, l'année suivante, par une adhésion commune à la définition de l'agresseur. Elle usait, d'autre part, de son influence à Bucarest pour encourager son alliée roumaine à agir de même.

Sur ces entrefaites naissait le Troisième Reich. Son maître, d'une autre origine, ne nourrissait pas à l'égard de la Pologne les ressentiments ataviques des junkers prussiens. Le programme qu'il s'était tracé comportait des réalisations immédiates qui reléguèrent au second plan les revendications où la Pologne était intéressée. Cette fois encore les dirigeants de Varsovie — c'est-à-dire, en fait, Pilsudski — profitèrent de l'opportunité. Il en résulta la « déclaration » du 26 janvier 1934 par laquelle les deux gouvernements — allemand et polonais — reconnaissant que « le moment était venu de commencer une phase nouvelle de leurs relations », renoncèrent à la force pour régler leurs litiges et s'engageaient à se concerter directement sur toutes les questions les concernant. Cette déclaration devait rester en vigueur pendant dix années. Sans doute la renonciation à la force était-elle déjà contenue dans la convention germano-polonaise d'arbitrage de Locarno. Mais un traité vaut par son esprit plus que par ses termes. La Pologne et l'Allemagne échangeaient, en somme, la promesse de rejeter à dix ans toute contestation entre elles — par exemple, à propos du corridor — et d'entretenir des contacts qui, dans la pratique, devaient avoir pour effet d'harmoniser souvent leur attitude internationale.

C'est cet accord de 1934 qui est apparu comme une collusion entre Varsovie et Berlin. On y a vu un revirement de toute la politique polonaise et un abandon de l'amitié française. Aussi bien, quand, quelques mois plus tard, Louis Barthou vint proposer à la Pologne son projet de pacte oriental et qu'elle refusa d'y souscrire tant que l'Allemagne ne l'aurait pas fait, n'était-ce pas le signe manifeste de sa « germanophilie » ?

Il est exact que l'accord germano-polonais a coïncidé avec un froissement d'amour-propre que la politique française avait imprudemment provoqué en Pologne. Le fameux « pacte à quatre » dont notre diplomatie avait pris l'initiative tendait à soumettre l'Europe à un directoire de quatre grandes puissances, où la Pologne ne figurait pas. Or, elle se considère — par son importance territoriale, sa population, sa force militaire — comme une grande puissance. Une offense était faite à son prestige. Elle en éprouva de l'amertume. Mais ce n'est nullement là ce qui a dicté sa conduite, et le dépit ne l'a pas jetée dans les bras de l'Allemagne.

En apposant sa signature à la déclaration du 26 janvier, la Pologne a tout simplement donné une réplique à son traité de 1932 avec les Soviets. Jeu d'équilibre et de bascule ? Pas même. Seulement un désir sincère d'assurer sa paix avec des voisins qui ne sont pas de tout repos. La Pologne n'est pas germanophile : elle n'est que polonophile, mais elle l'est avec une ardeur qui prévaut sur tout le reste. Il se peut que, dans la « nouvelle phase » de ses relations avec l'Allemagne, elle ait, l'une ou l'autre fois, accentué sa bonne volonté au point de lui donner un air de complaisance. Question de nuances. Mais, si elle s'était inféodée à l'Allemagne, continuerait-elle à prendre contre elle tant de précautions défensives ? Dans le récent emprunt contracté en France l'été dernier, un milliard prévu pour l'achèvement du chemin de fer de Haute-Silésie à Gdynia, qui n'est encore qu'à une voie sur une partie de son parcours, et un autre pour l'équipement du « triangle de

sécurité ». Or, le chemin de fer de Gdynia ne joue pas seulement un rôle économique : c'est une ligne stratégique de premier ordre, la grande voie de rocade le long de la frontière allemande. Quant au « triangle de sécurité » inscrit dans le confluent de la Vistule et de la San, c'est là que la Pologne voudrait concentrer toute son industrie de guerre, en l'éloignant de la proximité de l'Allemagne.

Il reste que la Pologne s'est dérobée aux pactes d'assistance mutuelle et aux formules de sécurité collective. Mais elle l'a fait beaucoup moins pour complaire à l'Allemagne que parce qu'elle estime que de pareilles conceptions vont à l'encontre de ses intérêts essentiels. Que lui offrait-on en effet ? D'entrer dans un système où elle aurait garanti, sous réserve de réciprocité, les frontières de ses principaux voisins. A l'origine, le pacte oriental devait inclure les Etats baltes. La Pologne aurait été ainsi invitée à garantir la Lithuanie qui, depuis l'affaire de Wilno, il y a dix-sept ans, n'entretient plus avec elle aucun rapport. Même en laissant de côté les Etats baltes, imagine-t-on la Pologne prenant les armes pour défendre la Russie ou la Tchécoslovaquie, ou encore accordant le droit de passage sur son territoire aux armées soviétiques ? Le pire ennemi pour la Pologne, c'est le communisme. Elle voit en lui le plus néfaste germe de destruction qui puisse la menacer.

Elle l'a interdit chez elle comme parti. Elle le pourchasse sans pitié. Elle a tendu tout le long de sa frontière russe une sorte de cordon sanitaire pour se protéger contre son infiltration. Admettre sur son sol un soldat rouge équivaldrait pour elle à introduire le virus du typhus ou du choléra. Pour ce qui est de la Tchécoslovaquie, la Pologne n'a pas seulement pour ce peuple de bourgeois l'instinctif dédain d'une nation aristocratique. Elle lui reproche de s'être faite, par son amitié avec la Russie soviétique, le fourrier du bolchevisme en Europe centrale. Elle a aussi des griefs plus précis : en 1920, lors de la guerre polono-russe, la Tchécoslovaquie s'est opposée au transit des munitions à destination de la Pologne et elle a profité du désarroi de sa voisine pour s'installer à Teschen...

Par ailleurs, la Pologne, comme tous les Etats autoritaires, est aussi peu « genevoise » que possible. Certes, elle fait partie de la Société des Nations et rien n'autorise, jusqu'ici, à conjecturer qu'elle songe à s'en retirer. Mais elle n'a pas foi dans son idéal, et les malheureuses expériences de ces dernières années n'ont pas été de nature à la faire changer d'avis. Dans le toast qu'il a prononcé à Varsovie, M. Yvon Delbos a bien dit : « La Pologne et la France ont l'une et l'autre le souci de collaborer, d'une façon active, dans l'esprit de la Société des Nations... » Mais M. Beck, parlant avant lui, avait comme rectifié d'avance en faisant allusion, sans mentionner la Société des Nations, à la « collaboration bilatérale » des deux peuples.

Sous cette forme — mais sous celle-là seulement — la France peut compter sur la Pologne. Si l'Allemagne attaquait la France, la Pologne, sans hésitation, déclarerait la guerre à l'Allemagne. Par fidélité à la parole donnée, d'abord. Et aussi parce qu'elle sait fort bien qu'une Allemagne victorieuse de la France deviendrait pour elle-même le plus grave danger. Mais son concours n'ira jamais jusqu'à laisser les armées russes, alliées éventuelles de la France, emprunter son territoire. Ce cas d'une agression allemande caractérisée est, au surplus, le seul que la Pologne considère comme une obligation d'assistance militaire. Mais elle ne suivrait pas une France qui entrerait en guerre avec l'Allemagne pour défendre la Russie ou la Tchécoslovaquie. Voilà la réalité dont nous devons nous accommoder.

(A suivre.)



Le maréchal Smigly-Rydz,
chef suprême de l'armée.

ROBERT DE BEAUPLAN.

J. Enesco 38

LES COMBATS SUR LE FRONT D'ARAGON

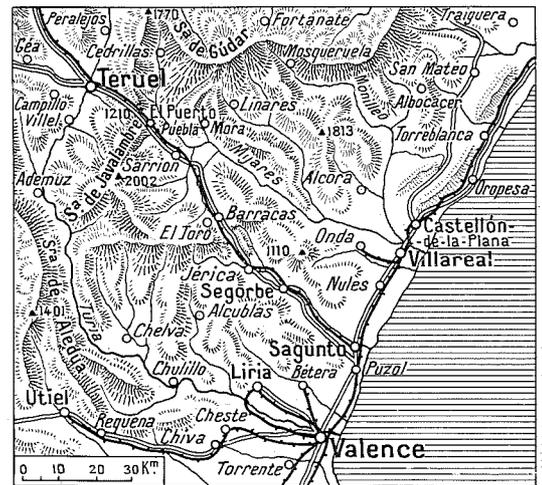
Depuis plusieurs mois, dans la guerre d'Espagne, toutes les initiatives avaient été prises par les troupes nationalistes. Un événement nouveau vient toutefois de se produire sur le front d'Aragon, où les gouvernementaux ont déclenché, le 16 décembre, une offensive qui leur a valu un incontestable avantage et qui a abouti à la prise, tout au moins partielle, de Teruel.

La réduction du front des Asturies, commencée en avril et définitivement achevée après la prise de Gijón, à la fin d'octobre, semblait devoir permettre au général Franco de regrouper ses forces et de porter sur un autre point un coup décisif à ses adversaires. Entre les diverses possibilités qui s'offraient à lui, la plus vraisemblable était celle d'une grande poussée sur le front d'Aragon, dans la région de Saragosse-Teruel, afin de couper les communications entre les provinces du Levant et la Catalogne et de séparer Valence de Barcel-



La région aragonaise des Pyrénées à Teruel.

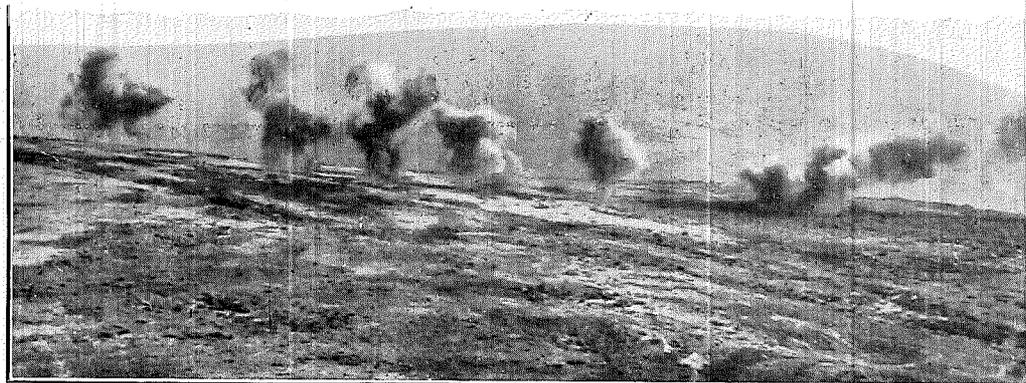
La démarcation des zones occupées par les troupes nationalistes et par les troupes gouvernementales suit approximativement la ligne de chemin de fer qui, partant de la frontière au nord de Canfranc, descend jusqu'à Huesca, ensuite sur Saragosse, qu'elle contourne à l'est, puis sur Teruel, encerclée par les gouvernementaux, et se dirige, vers l'ouest, sur Madrid.



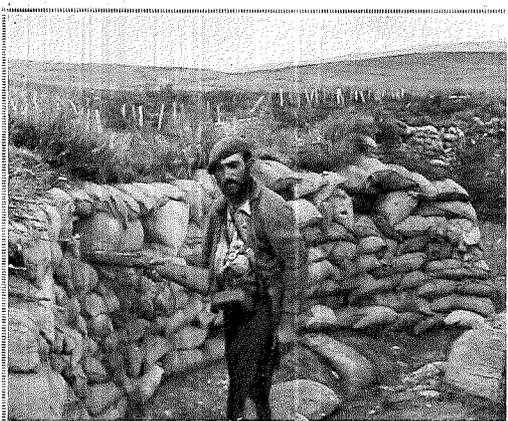
La situation stratégique de Teruel au nord-ouest de Valence.

lone. La crainte de cette action n'avait pas été étrangère au transfert du gouvernement de Valence à Barcelone. Mais les républicains ont prévenu cette entreprise. Ils ont effectué une concentration massive contre Teruel, la position la plus avancée des nationalistes, qui était comme la charnière de cette partie du front, et ils ont tenté, à la suite de combats acharnés qui ont duré plusieurs jours, de faire sauter cette charnière.

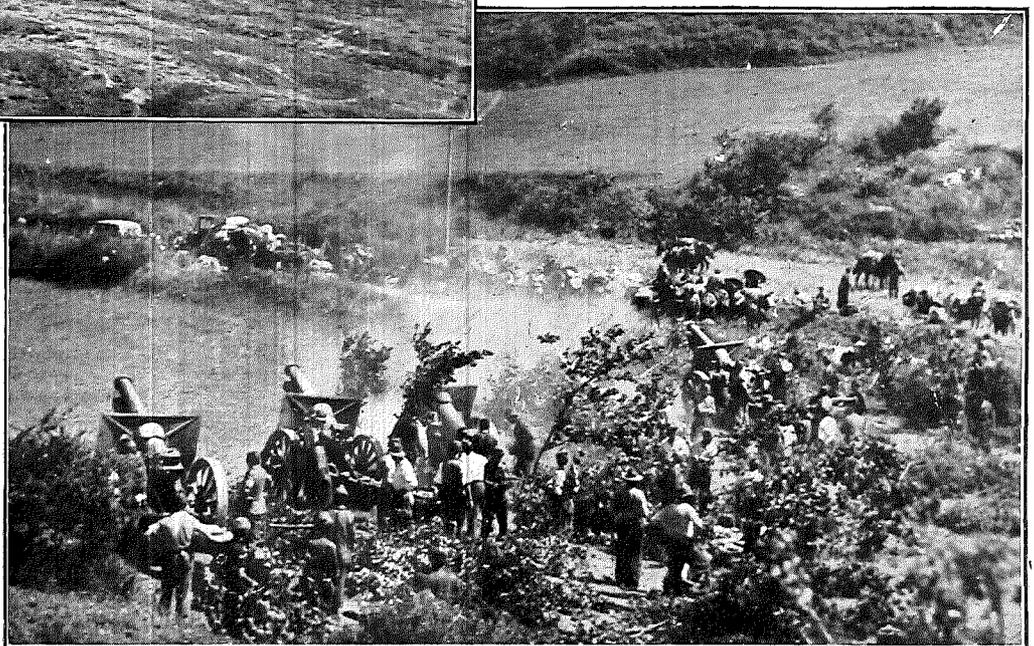
Teruel, chef-lieu de la province du même nom et siège d'un évêché, est une jolie petite ville de 14.000 habitants, située à 915 mètres d'altitude, sur la rive gauche du Turia. Elle est fort pittoresque, avec ses maisons construites en briques fauves, ses rues étroites et tortueuses, et contient de nombreux monuments intéressants. La vieille ville constitue la partie haute, tandis que les quartiers neufs occupent, au sud, la partie basse. C'est une cité fort ancienne fondée par les Ibères. Elle portait le nom de Turba quand elle fut ruinée par les Romains, en représailles de la destruction de



Barrage d'artillerie à l'est de Saragosse.



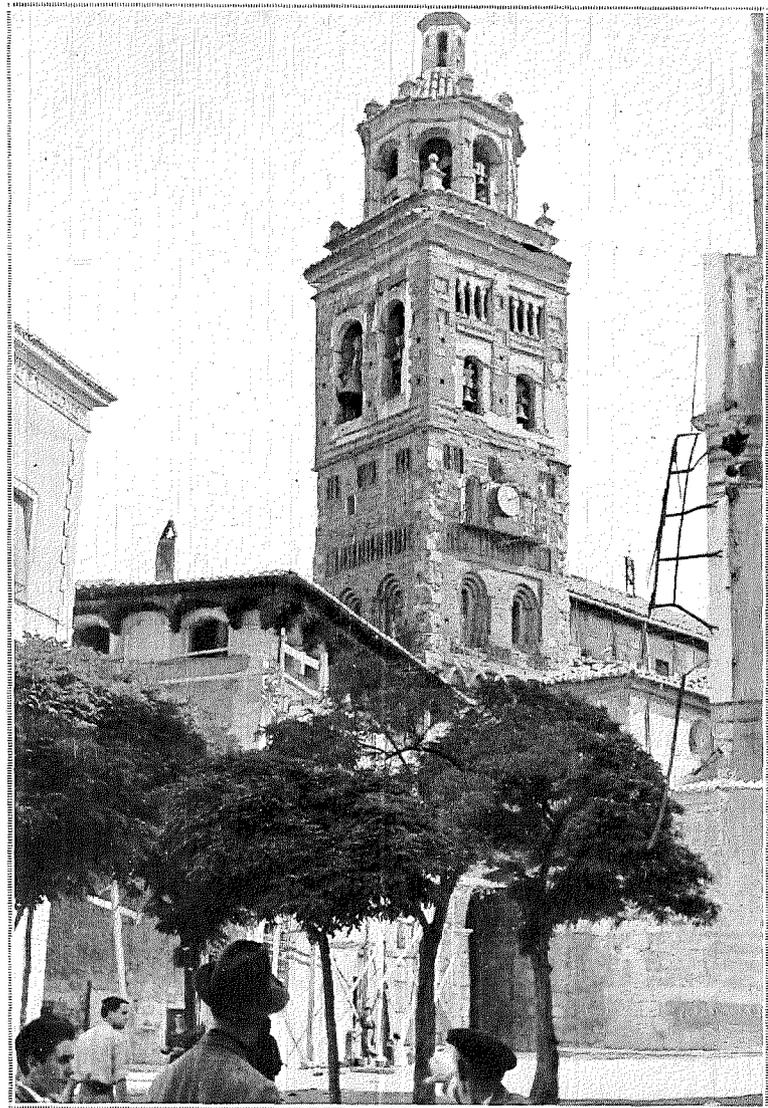
Aux avant-postes.



Batterie d'artillerie lourde en avant d'Huesca.

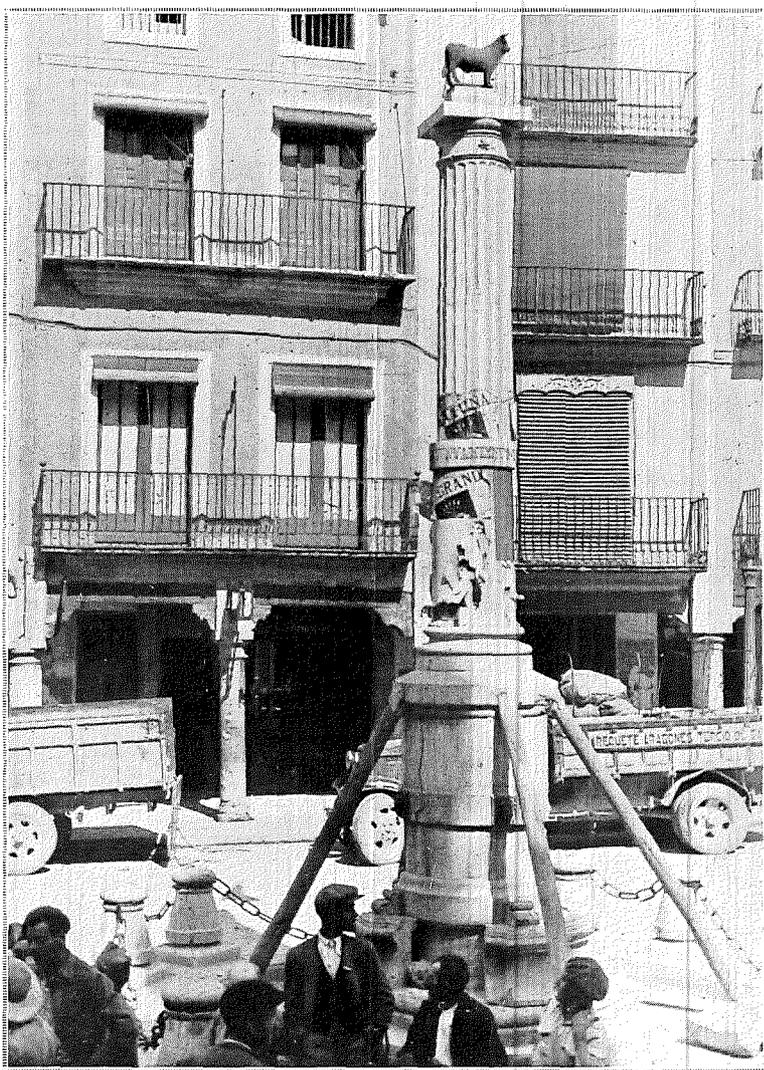
SUR LE FRONT D'ARAGON

1. Enero. 38

La cathédrale de l'Assomption (xv^e-xvi^e siècle).La calle del Salvador et la tour mudéjar (xiii^e siècle).

Sagonte par Annibal. Les Arabes la relevèrent et la dénommèrent Teruel, une statue de taureau ayant été trouvée dans ses décombres. C'est aussi pourquoi sur sa principale place, la plaza del Mercado, s'élève encore aujourd'hui une fontaine, avec une colonne surmontée d'un petit taureau symbolique. Les Arabes demeurèrent à Teruel jusqu'à la reprise de la ville par Alphonse II, en 1171, et la dernière mosquée ne disparut qu'en 1502. Plus tard, Teruel connut bien des vicissitudes. Elle fut notamment le théâtre d'un affreux massacre, le jour de la Saint-Julien (7 janvier 1486), suivi d'une expulsion en masse des Juifs. En 1808, elle avait été occupée par le maréchal Suchet. Parmi ses monuments les plus remarquables, il faut citer la cathédrale de l'Assomption, édifiée à partir du quinzième siècle, une tour médiévale du début du treizième siècle, dans la calle del Salvador, et diverses autres églises.

Cette offensive gouvernementale est d'ailleurs la onzième qui, depuis le début de la guerre civile, ait été tentée contre Teruel. Toutes les autres, jusqu'ici, avaient été repoussées. Le plan des assaillants était simple. Il s'agissait d'amener très rapidement des contingents de troupes légères et de chars d'assaut aux abords de Teruel, de s'infiltrer, en profitant d'une visibilité très mauvaise due aux chutes de neige, à travers les lignes discontinues des nationalistes, de couper ainsi la route Teruel-Saragosse, puis de tourner la ville elle-même et de l'occuper enfin, en profitant du désarroi que cette attaque inattendue y aurait provoqué. C'est ainsi que l'offensive fut déclenchée, au milieu d'une tempête de neige et sans préparation d'artillerie. 20.000 hommes, à peu près, avaient été mis en ligne, accompa-



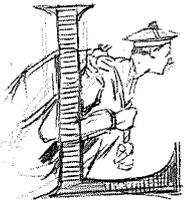
La plaza del Mercado et le taureau, symbole de la ville.

gnés d'une cinquantaine de chars rapides. Puis une autre colonne entra en mouvement afin de tourner Teruel par le sud-ouest. Une fois le premier effet de surprise obtenu, de nouvelles unités d'artillerie gouvernementales entrèrent en action. Cette première infiltration n'ayant pu être empêchée, les nationalistes ont immédiatement réagi, envoyant des renforts de Calamocha et de Saragosse et mettant la ville en état de siège. La bataille a été extrêmement violente. Des combats acharnés ont eu lieu dans les faubourgs, dans l'ancien cimetière, dans les arènes, qui avaient été transformées en forteresse. La garnison nationaliste, peu nombreuse, était composée surtout de requetes, de soldats de ligne et de gardes civils, mais elle ne comprenait aucun Maure. Les rouges, gagnant de proche en proche, sont parvenus jusqu'à la place de la Cathédrale et à l'hôtel de ville, qu'ils ont occupé.

C'est alors que, le 21 décembre, dans la soirée, le ministre de la Défense nationale, M. Indalecio Prieto, a annoncé officiellement la prise de Teruel, et cette nouvelle a provoqué le plus grand enthousiasme dans toute l'Espagne républicaine, qui a voulu y voir l'augure d'un heureux redressement et une preuve de la valeur de l'armée récemment réorganisée. « On avait sonné trop tôt le glas de l'Espagne républicaine », proclame-t-on à Barcelone. Les nationalistes n'ont pas contesté que les gouvernementaux aient remporté un succès local, mais ils affirment qu'une partie seulement de Teruel est tombée en leur pouvoir et que la garnison, ou ce qu'il en reste, retranchée dans le séminaire, y poursuit une héroïque résistance et interdit toujours l'accès de la ville haute. Telle était du moins la situation à la fin de la semaine dernière.

A TERUEL, OU DES DÉTACHEMENTS NATIONALISTES RÉSISTENT A L'ENCERCLEMENT DES TROUPES GOUVERNEMENTALES.

UNE ÉCOLE DE MOUSSES A PARIS



La veille de Noël un accident est survenu sur le voilier-école *l'Ange*, amarré sur la Seine, au quai du Point-du-Jour. Une fête enfantine avait été organisée à bord ; un grand nombre de personnes y étaient venues. A la sortie, les invités, pressés de rentrer chez eux, se hâtaient de débarquer sur la passerelle jetée entre le navire et la berge : leur poids trop lourd rompit la passerelle et une vingtaine d'entre eux tombèrent à l'eau. Tous furent sauvés par le personnel du navire, qui avait mis rapidement les embarcations à l'eau, sauf une jeune fille qui disparut, entraînée par le courant.

Cet épisode de la vie de bord montre occasionnellement combien l'instruction professionnelle des mousses est nécessaire. La mise à l'eau et la manœuvre des embarcations sont choses extrêmement délicates. En bien des circonstances, les commandants de grands navires ont regretté de n'avoir pas dans leur équipage d'anciens pêcheurs canotiers, intrépides, habiles à lutter contre la mer et à se tirer d'embarras dans les plus mauvais cas. Avec la natation, la manœuvre des embarcations est chose que l'apprenti marin doit posséder en soi et exercer d'un geste instinctif.

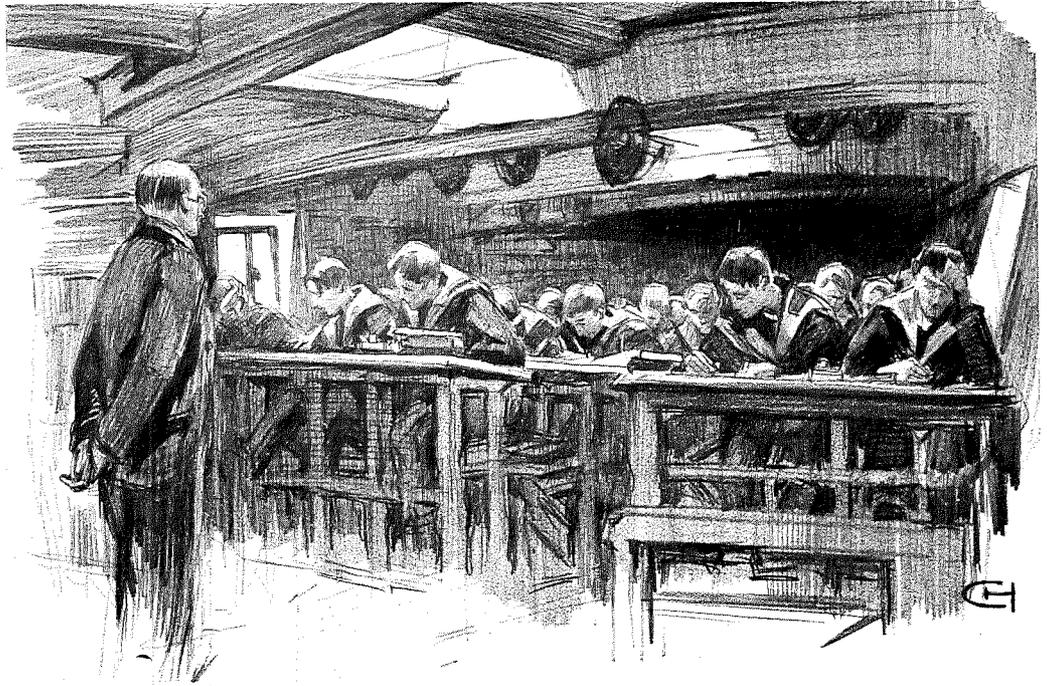
C'est à ce besoin que répond le navire-école *l'Ange*, trois-mâts barque aujourd'hui désarmé, qui, avant de se dessaler dans l'eau douce de la Seine, a fait de nombreuses campagnes de pêche sur les



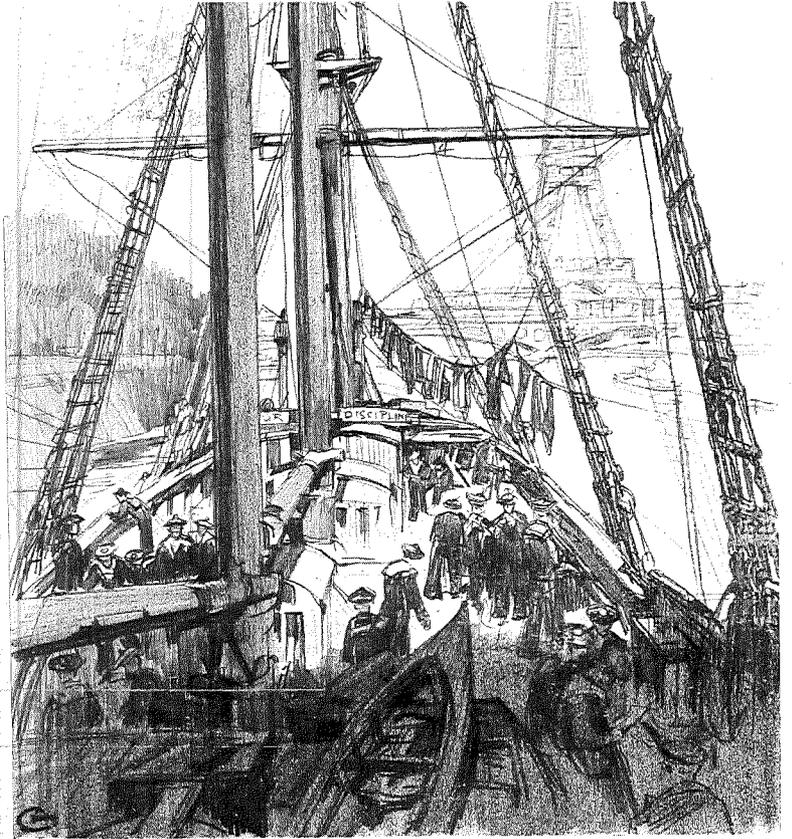
Page d'album.

bancs de Terre-Neuve. Le vieux terre-neuvien, encore robuste, est venu à Paris il y a quelques mois, on l'a aménagé et équipé en vue d'éduquer les jeunes gens qui se destinent à la marine et de les initier aux « ficelles du métier ». A son bord on apprend le matelotage, les signaux, la manœuvre des embarcations, etc. Quand on se prépare à courir les mers, la raison incite à savoir flotter de ses propres moyens. C'est évident. « Savez-vous nager ? » demande-t-on, avant toute autre chose, au jeune garçon qui entre dans la marine. S'il ne le sait pas, on le lui apprend. On lui demande aussi s'il fait du canotage. Certains jeunes terriens doivent à la pratique du « bout de bois » leur avancement.

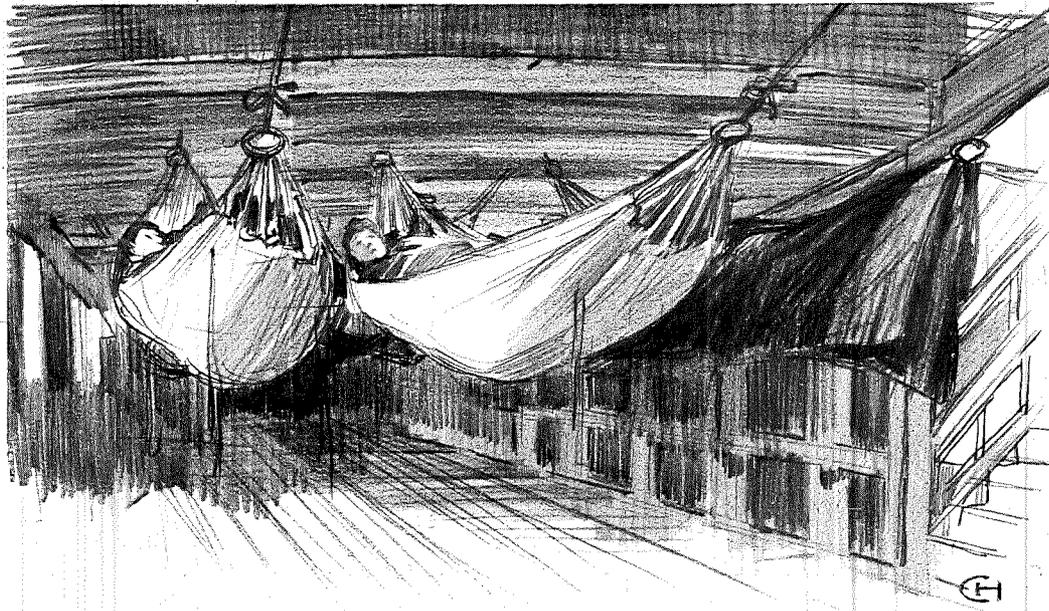
A beaucoup de per-



Les mousses à l'étude.



Le pont vu de la dunette.



Hamacs suspendus dans l'entrepont. — Dessins d'HENRY CHEFFER.

sonnes qui ne voient de la marine que les grandes traversées, les longues campagnes lointaines qui évoquent en leur esprit les exploits des conquérants et les fantastiques voyages des découvreurs de continents, le petit bateau apparaît pitoyable. Pourtant Christophe Colomb a découvert l'Amérique à bord d'une caravelle d'une centaine de tonneaux, et d'autres grands navigateurs, Bougainville, Cook, Dumont d'Urville, etc., ont accompli de mémorables voyages sur des bateaux relativement petits.

C'est à bord des bateaux, vétérans de la mer, comme *l'Ange* qu'on apprend le fin du fin du métier, en s'amatelotant, en tirant du filin tout ce qu'il peut donner, en déambulant dans les coursives étroites, en sachant installer son hamac pour tous les temps.

Quand on sait embarquer dans une baleinière suspendue à des bossoirs, filer à retour les palans et ne les larguer en bande qu'au moment précis où elle touche l'eau dans une bonne position, on tient le métier à bout de bras, avec un peu de patience et une forte vocation.

RAYMOND LESTONNAT.